

Service de l'économie rurale – Courtemelon, Case postale 131, 2852 Courtételle

Courtemelon
Case postale 131
CH-2852 Courtételle

t +41 32 420 74 12
f +41 32 420 74 01
paiements-directs.ecr@jura.ch

Aux exploitantes et exploitants agricoles

Courtemelon, le 24 janvier 2025

Recensement 2025

Ouverture du site Acorda du 27 janvier 2025 au 15 mars 2025

Madame, Monsieur,

Vous trouvez ci-dessous les informations qui vous permettront de remplir les données du recensement 2025 de votre exploitation.

1. Généralités et nouveautés

1.1. SAU en zone à bâtir

Selon l'Ordonnance sur la terminologie agricole (OTerm, art. 16), les surfaces situées dans une zone à bâtir légalisée après le 31 décembre 2013 doivent être exclues de la surface agricole utile (SAU) et ne peuvent pas bénéficier des paiements directs.

Dès cette année, les surfaces à bâtir correspondantes ont été sorties de la SAU cantonale. Par conséquent, pour les parcelles qui seraient dessinées sur ces zones, la surface est automatiquement déduite de la SAU prise en compte pour les contributions, de la même manière que les surfaces de forêt, les bâtiments ou les chemins.

1.2. Contributions à la réduction des primes des assurances récoltes

Dès 2025, la Confédération participe au financement des primes d'assurances récoltes à hauteur de 30 % pour les dégâts contre le gel et contre la sécheresse. Les personnes désirant bénéficier d'une réduction de prime doivent transmettre leur numéro du registre des entreprises et des établissements (REE) et le numéro d'identification des entreprises (IDE) à leur assurance. Ces numéros sont visibles sur la page d'accueil d'Acorda et dans le menu « Consultation > Récapitulatif ».

1.3. Céréales en lignes de semis espacées

Depuis le 1^{er} janvier 2025, des contributions peuvent être versées pour les céréales en lignes de semis espacées uniquement si elles répondent aux conditions de la mesure spécifique à la région validée pour le Canton du Jura.

La fiche de mesure est téléchargeable sur la page d'accueil d'Acorda ou sur le site internet du Service de l'économie rurale (www.jura.ch/ecr) sous la rubrique « Paiements directs ».

L'annonce de la mesure se fait au niveau de la parcelle en sélectionnant l'attribut « Cér. semis espacés » puis en inscrivant la parcelle en réseau dans la rubrique « Biodiversité > Réseau ».

Seules des contributions pour le réseau écologique seront versées pour cette mesure à hauteur de 600 frs par hectare.

Attention : Pour bénéficier de la contribution, les parcelles doivent impérativement être inscrites en réseau **au plus tard jusqu'au 15 mars**.

Aucune contribution ne sera versée pour les parcelles qui auront été annoncées avec l'attribut « Céréales semis espacés » sans demande simultanée de mise en réseau.

1.4. Application sélective d'herbicides basée sur la détection (robot)

L'application sélective d'herbicides basée sur la détection (p. ex. machine ARA d'Ecorobotix) dans les surfaces de promotion de la biodiversité et les surfaces d'estivage n'est toujours pas reconnue comme équivalente au traitement plante par plante et est encore soumise à autorisation pour l'année 2025. Les demandes d'autorisation doivent être faites dans Acorda dans la rubrique « Divers > Dérogations ».

1.5. Lutte contre la chrysomèle des racines du maïs (diabrotica)

Selon les directives du Département de l'économie et de la santé du canton du Jura, la culture du maïs en 2025 est interdite sur des parcelles où du maïs était cultivé en 2024 sur l'ensemble du territoire cantonal.

2. Délais et principes à respecter

2.1. Période de recensement

Ouverture du site Acorda du **27 janvier 2025 au 15 mars 2025**.

Vous devez « **Terminer la saisie** » sur Acorda **jusqu'au 15 mars 2025**.

Il n'est pas nécessaire de nous retourner la 1^{ère} page signée du formulaire de recensement. C'est le formulaire pdf définitif qui est généré et qui se trouve sur Acorda qui sera pris en compte. Veuillez bien vérifier ce document après avoir terminé la saisie.

Nous vous rappelons que c'est la personne demandant les paiements directs qui est responsable des annonces faites dans Acorda. Dans le cas où vous mandatez quelqu'un pour effectuer votre recensement, veuillez également bien vérifier les documents définitifs.

Le formulaire définitif peut être en tout temps consulté dans le menu « Consultation > Récapitulatif » dans la colonne « Fin du recensement ».

Les recensements qui seront effectués après la date du 15 mars seront sanctionnés d'une réduction de paiements directs de 200 frs conformément à l'Ordonnance sur les paiements directs (OPD) et d'un émolument de 50 frs.

Pour les modifications dans les cultures annoncées en raison de conditions météorologiques particulières ou de changement d'exploitant après le 15 mars et jusqu'au 30 avril 2025, le site Acorda sera rouvert uniquement sur demande au Service de l'économie rurale (n° tél. 032 420 74 12).

Après le 30 avril 2025, les demandes pour des changements de cultures doivent se faire par écrit en justifiant les demandes de modification.

Les changements d'exploitants intervenant entre le 15 mars et le 30 avril doivent être communiqués par écrit via le formulaire disponible sur le site du Service de l'économie rurale. C'est la personne qui exploite au 31 janvier de l'année de contributions qui dépose la demande de paiements directs. Si par la suite il y a un changement d'exploitant et que ce changement est annoncé avant le 1er mai, c'est le nouvel exploitant qui recevra les paiements directs, pour autant qu'il satisfasse aux exigences. Les éventuels arrangements ou partages des contributions relèvent du droit privé et s'effectuent entre l'ancien et le nouvel exploitant.

2.2. Méthode de recensement

Le recensement s'effectue exclusivement sur le site Acorda par le portail fédéral www.agate.ch. Si vous ne maîtrisez pas les applications par internet, vous pouvez demander de l'aide auprès d'une personne de confiance ou des conseillers de la Fondation rurale interjurassienne (FRI) (n° tél. 032 545 56 00). Afin de répondre au mieux à vos besoins de conseil dans le cadre du recensement, la FRI conseille de prendre rendez-vous avant fin février.

3. Saisie des différentes données

3.1. Parcelles

3.1.1. Culture principale

Il est nécessaire d'annoncer la culture principale sur la parcelle concernée. Chaque parcelle doit obligatoirement avoir un code culture et une surface géographique. Il est **impératif de corriger l'affectation lorsque la culture change en 2025 et de dessiner les modifications de surface.**

Culture principale = culture qui occupe le plus longtemps le sol pendant la période de végétation et qui est mise en place au plus tard le 1^{er} juin. Si la culture principale ne peut pas être récoltée en raison de force majeure et qu'elle est labourée après le 1^{er} juin, c'est la nouvelle culture mise en place qui compte à condition qu'elle soit semée au plus tard à la fin du mois de juin.

Les annonces effectuées en 2024 dans la rubrique « Parcellaire 2025 » ont été reprises, il y a cependant lieu de contrôler et d'effectuer les corrections éventuelles.

Toutes les parcelles annoncées doivent être dessinées, y compris les surfaces annoncées ayant une affectation avec un code "9xx". Il s'agit notamment des surfaces de forêts faisant partie de l'exploitation qui seront utilisées pour la ristourne des carburants.

3.1.2. SAU cantonale

Les surfaces prises en compte pour les paiements directs correspondent à la SAU calculée selon la mensuration officielle.

La mensuration officielle est mise à jour périodiquement (env. tous les 10 ans). De plus, lors de constats de limites forestières, les données de la mensuration officielle sont également mises à jour. La SAU cantonale tient compte de ces mises à jour et la SAU prise en compte pour les parcelles concernées peut ainsi être différente de l'année précédente.



Pour toute demande de modification de la SAU en dehors de la mise à jour périodique, l'exploitant fournira à ses frais au Service de l'économie rurale les moyens de preuve de la nature du sol. Une constatation de limite forestière doit être demandée auprès du géomètre conservateur de la commune concernée.

3.1.3. Pâturages boisés

Pour les pâturages boisés, les modifications de parcelles existantes ou l'annonce d'une nouvelle parcelle doivent faire l'objet d'une demande au Service de l'économie rurale afin de recalculer la surface herbagère pouvant être prise en compte pour le calcul des contributions.

3.1.4. Les bandes culturales extensives, les céréales en lignes de semis espacés et les bandes semées pour organismes utiles en cultures pérennes doivent être annoncées dans la colonne « Attribut ».

Si une partie seulement d'une parcelle culturale est exploitée avec un semis espacé par exemple, il faut séparer la parcelle en deux sur le formulaire de recensement.

 Affectation ⇅	<div style="border: 2px solid red; padding: 2px;">Attribut Bd cult extensives Cér. semis espacés S pér bd org utiles ⇅</div>	 Surfaces				
502 - Orge d'automne ▼	--aucun-- ▼	<table border="1"><tr><td>Corr. ⇅</td><td>Sau ⇅</td></tr><tr><td></td><td>164</td></tr></table>	Corr. ⇅	Sau ⇅		164
Corr. ⇅	Sau ⇅					
	164					

3.1.5 Non-recours aux produits phytosanitaires

Pour les mesures suivantes :

- non-recours aux insecticides et aux acaricides dans les cultures maraîchères et les cultures de petits fruits ;
- non-recours aux insecticides, aux acaricides et aux fongicides après la floraison dans les cultures pérennes ;
- non-recours aux herbicides dans les cultures spéciales ou pour l'exploitation de cultures pérennes à l'aide d'intrants conformes à l'agriculture biologique ;

en plus de l'inscription à la mesure, **il est impératif d'inscrire individuellement la ou les parcelles concernées par chaque mesure.**

L'inscription des parcelles se fait dans le menu « Gestion des mesures > cult. spéciales et pérennes » jusqu'au 30 avril 2025.

3.1.6 Pendillards

Nous vous rappelons que l'obligation d'utiliser des rampes d'épandage à tuyaux flexibles appelées « pendillards » est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Une fiche d'information résumant les conditions se trouve sur notre site internet sous la rubrique paiements directs (www.jura.ch/ecr).

Pour les cas particuliers, les demandes de dérogation peuvent être faites sur Acorda jusqu'au 15 mars 2025.

Nouveau : chaque demande de dérogation fera l'objet d'un émolument de minimum 50 frs qui sera déduit des paiements directs pour l'année en cours.

3.2. Animaux

3.2.1. Bovins, chevaux, ovins, caprins et bisons

Les effectifs sont automatiquement repris de la Banque de données sur le trafic des animaux (BDTA). La période de référence pour les paiements directs 2025 concerne les effectifs moyens du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. Les effectifs peuvent être consultés sur AniCalc via Agate.

3.2.2. Autres espèces

Pour les autres espèces (porcs, volaille, etc.), il est indispensable de saisir **l'effectif moyen** pour la période des 12 mois précédents ainsi que **l'effectif présent** le 1er janvier 2025.

L'effectif moyen se calcule de la façon suivante : en cas d'occupation complète constante au cours des 12 mois précédant le jour de référence, c'est **le nombre de places** qui est pris en compte. En cas d'occupation partielle au cours des 12 mois précédant le jour de référence, **le nombre moyen d'animaux gardés** (exemple : nombre de places à disposition : 300; animaux gardés : 1^{ère} rotation : 280, 2^{ème} rotation : 200, 3^{ème} rotation : 180, soit un effectif moyen de 220 animaux $[(280+200+180) : 3 = 220]$) est pris en compte.

Lorsque les animaux ne sont pas gardés à l'année, 2 rotations au lieu de 3, on divise le nombre d'animaux détenus par celui des rotations usuelles. Exemple : 1^{ère} rotation : 280 animaux; 2^{ème} rotation : 200 animaux = 480 animaux, soit un effectif moyen de 160 animaux $[(280+200) : 3 = 160]$.

3.2.3. En cas de modification importante des effectifs sur l'exploitation

Attention : Les exploitants avec une nouvelle production (par exemple nouveau poulailler) ou avec des effectifs qui varient fortement par rapport à 2024 (différence de plus de 50%, à la hausse ou à la baisse), doivent faire une demande par écrit au Service de l'économie rurale **jusqu'au 30 avril 2025**, afin que les effectifs de l'année en cours, au lieu de ceux de l'année précédente, soient pris en considération pour le versement des contributions 2025.

3.3. Contributions à la qualité du paysage

Il est possible de modifier, d'ajouter ou de supprimer des mesures pour autant que les conditions de base soient remplies et qu'au minimum 3 mesures reconnues soient annoncées.

Attention : Il est important de vérifier et corriger les surfaces ou le nombre d'objets annoncés pour la qualité du paysage afin qu'ils correspondent aux données annoncées sur le relevé des parcelles (p.ex en cas de modification du nombre d'arbres).

Pour la mesure SP04-Cultures colorées, en cas d'annonce de mélanges de luzerne, de trèfle incarnat et de trèfle d'Alexandrie, il doit être indiqué dans les remarques sur quelles parcelles ces mélanges ont été semés.

Les exploitants qui souhaitent adhérer pour la première fois au programme « qualité du paysage » doivent envoyer au Service de l'économie rurale jusqu'au **15 mars 2025** un contrat d'adhésion ainsi que 4 photos de leur exploitation prises à une distance d'environ 100 mètres et permettant de distinguer les 4 côtés de l'exploitation.

3.4. Biodiversité

3.4.1. Qualité I

Toute modification (affectation, surface, etc.) d'une surface de promotion de la biodiversité (SPB) avant la fin de la période d'engagement doit être justifiée dans le champ « Remarque ».

Les arbres fruitiers haute-tige qui sont situés dans la partie boisée de haies, bosquets ou berges boisées ne bénéficient pas de contribution et ne doivent pas être annoncés. S'ils sont situés dans la bande tampon de ces objets boisés, ils peuvent être annoncés et bénéficier des contributions.

3.4.2. Qualité II

Lors d'une nouvelle demande, il faut sélectionner dans le menu déroulant le type d'objet à expertiser (surface ou type d'arbres). Si la demande concerne la surface et les arbres d'une parcelle, une demande doit être effectuée pour chaque type d'objet à expertiser.

En cas d'agrandissement d'une surface déjà sous contrat ou d'augmentation du nombre d'arbres fruitiers, la surface et les arbres supplémentaires ne sont pas automatiquement pris en compte pour la qualité II. Une demande de réexpertise peut cependant être faite en cours de contrat.

Pour les objets sous contrat dont l'engagement doit être renouvelé en 2025, il n'est pas nécessaire de faire une demande de réexpertise. Un contrôleur de l'AJAPI prendra directement contact avec les exploitants pour réaliser une nouvelle expertise.

La fréquence minimale des contrôles étant d'au moins une fois tous les 8 ans, des réexpertises en cours de période d'engagement sont possibles, notamment en fonction des risques ou dans un but de coordination des contrôles. Ces expertises sont également à charge de l'exploitant et permettent de renouveler l'engagement pour une nouvelle période.

Toutes les expertises seront effectuées et facturées par l'AJAPI au prix de 60.- frs (tarif de base par exploitation) plus 44.- frs/heure.

Pour rappel et pour tous les arbres fruitiers annoncés dans divers programmes, le nombre d'arbres sous contrat doit rester constant durant toute la durée d'engagement. Les arbres tombés ou abattus doivent être remplacés jusqu'au 1^{er} mai suivant. **En cas de suppression d'arbres sans justification et sans remplacement, une réduction des contributions peut être appliquée.**

3.4.3. Réseau

Lors d'une nouvelle demande, il faut sélectionner dans le menu déroulant le type d'objet à expertiser (surface ou type d'arbres). Si la demande concerne la surface et les arbres d'une parcelle, une demande doit être effectuée pour chaque type d'objet.

En cas d'agrandissement d'une parcelle déjà sous contrat ou d'augmentation du nombre d'arbres, la surface et les arbres supplémentaires ne sont pas automatiquement pris en compte dans le réseau. Afin que ces éléments supplémentaires puissent être pris en compte, une demande doit être faite en utilisant le bouton "Réexpertise".

Les demandes de mise en réseau de nouveaux objets et les demandes de modifications de parcelles déjà sous contrat doivent être annoncées sur Acorda jusqu'au **15 mars 2025**. Aucune annonce ultérieure ne sera prise en considération.

Les demandes seront ensuite transmises au porteur du projet concerné pour validation. Nous vous conseillons toutefois de prendre contact avec le responsable du projet avant toute modification d'une parcelle sous contrat.

Les réseaux écologiques de Soyhières et environs, Glovelier-Sceut-Saulcy, et Haute-Ajoie qui sont arrivés au terme de la période d'engagement à fin 2024 sont prolongés jusqu'à fin 2027. Les parcelles actuellement en réseau restent enregistrées. Un nouveau contrat pour la période 2025-2027 sera transmis pour signature aux exploitants par le gestionnaire du réseau.

Attention : Pour prolonger l'engagement dans ces 3 réseaux, les nouveaux contrats doivent être signés et retournés au responsable du projet **jusqu'au 1^{er} mai 2025**. Après ce délai, pour les exploitations n'ayant pas renouvelé leur engagement, la contribution ne sera plus versée.

3.4.4. Projet cantonal Agro4esterie

Pour les inscriptions au programme Agro4esterie, il est nécessaire de prendre contact directement avec M. Victor Egger de la Fondation rurale interjurassienne, (n° tél. 032 545 56 31).

3.5. Données fruitières

A remplir uniquement en cas d'annonce de cultures fruitières (codes 702, 703 ,704 et 731).

4. Informations complémentaires

4.1. Contributions aux systèmes de production et efficience des ressources

Les inscriptions pour les contributions aux systèmes de production et à l'efficience des ressources devaient être effectuées jusqu'au 31 août 2024. Il n'est plus possible de s'inscrire pour 2025 (excepté pour les changements d'exploitants entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mai 2025).

4.1.1. Désinscription

Attention : En cas de contrôle, si la mesure n'est pas réalisée, une réduction des paiements directs 2025 sera effectuée selon l'annexe 8 OPD. Tout au long de l'année, dans le menu « Gestion des mesures », vous avez la possibilité de vous désinscrire aux programmes pour lesquels vous vous êtes inscrits. **La désinscription est impérative si les conditions ne peuvent pas être remplies, elle peut se faire au plus tard un jour avant un contrôle.** Une fois enregistrée, la désinscription est définitive pour l'année en cours.

Quelques précisions :

4.1.2. Non-recours aux produits phytosanitaires dans les grandes cultures (anciennement extenso)

Les exigences doivent être respectées pour l'ensemble des cultures inscrites.

4.1.3. Couverture appropriée du sol

La contribution est versée pour les cultures principales sur terres ouvertes récoltées avant le 1^{er} octobre, si sur 80% des surfaces au moins une culture d'automne, une culture intercalaire ou un engrais vert sont mis en place dans un délai de 7 semaines suivant la récolte de la culture principale. Aucun travail du sol ne peut être réalisé jusqu'au 15 février sauf si une culture d'automne est mise en place.

Les dates de récolte des cultures principales, de semis des intercultures, de semis des cultures suivantes ainsi que les dates de destruction des intercultures doivent être annoncés sur Acorda dans le menu « Couverture et semis » jusqu'au 30 juin 2025.

4.1.4. Techniques culturales préservant le sol dans les cultures principales sur terres assolées

Périodes pour le calcul des contributions :

- Contributions 2025 : du 01.07.2024 au 30.06.2025
- Contributions 2026 : du 01.07.2025 au 30.06.2026

Les semis doivent être annoncés sur Acorda dans le menu « Couverture et semis » **au plus tard 20 jours après l'intervention**. Les annonces hors délais ne seront pas prises en considération.

4.1.5 PLVH et contribution pour une utilisation efficiente de l'azote

Lors d'une inscription aux contributions PLVH et pour une utilisation efficiente de l'azote, ce sont les conditions de l'année précédente qui doivent être remplies et qui seront contrôlées. Cela signifie qu'en cas de contrôle, les exploitations inscrites à ces mesures pour 2025 devront présenter les bilans 2024.

4.2. Fiche PER 3

Les exploitants qui le souhaitent peuvent remplir la fiche PER 3 directement dans Acorda dans l'onglet « Couverture et semis ». Les fiches PER peuvent ensuite être téléchargées dans la rubrique « Consultation > Récapitulatif ».

4.3. Demande d'autorisation de traitement PER

Les demandes d'autorisation de traitement PER se font sur Acorda dans l'onglet « Divers > Autorisation traitement ».

Pour plus d'informations, veuillez contacter la Station phytosanitaire à la Fondation rurale interjurassienne au 032 545 56 00.

4.4. Carnet des champs

Un carnet des champs électronique **gratuit** est accessible à l'adresse <https://carnetdeschamps.acorda.ch>

Pour les nouveaux adhérents, il faut simplement cliquer sur la rubrique « non connecté » puis vous serez redirigé vers le site Agate où il faudra vous identifier.

4.5. Consultation des données

Vous pouvez consulter durant toute l'année les données de votre exploitation dans Acorda sous la rubrique « Consultation ».

Vous y trouvez notamment le menu "Récapitulatif" dans lequel vous pouvez télécharger le fichier pdf « Formulaire recensement complet » qui correspond aux données que vous aurez validées à la fin du recensement.

Dans la colonne "Données actuelles", vous pouvez également télécharger les différents formulaires qui correspondent à l'état des données les plus récentes et qui prennent en compte les éventuelles corrections qui auront été effectuées après le recensement.

Nous vous incitons fortement à vérifier vos annonces en cours d'année et à nous signaler toutes éventuelles modifications avant le versement des contributions. **Après la récolte de la culture, les corrections de cultures et les annonces pour les programmes particuliers ne pourront plus être prises en considération.** En cas de contrôles sur le terrain, les cultures qui ne correspondraient pas aux annonces seront considérées comme fausses déclarations et feront l'objet de réductions de paiements directs.

Nous vous remercions d'avance de prêter attention et soin à ce courrier pour le bon traitement de votre dossier et vous adressons, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.



Jean-Paul Lachat
Chef de Service



Christian Vernier
Paiements directs